6 MIT 1952

ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, première chambre des vacations, saisi par le Ministre de la Défense nationale, le 3 juillet 1952, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "autorisant le Ministre de la Défense nationale à engager du personnel scientifique pour l'éducation professionnelle des miliciens et fixant le statut de ce personnel", a donné en sa séance du 30 juillet 1952 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, eerste vacantiekamer, de 3e Juli 1952 door de Minister van Landsverdediging verzocht hem van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "waarbij de Minister van Landsverdediging gemachtigd wordt wetenschappelijk personeel voor de beroepsopvoeding van de dienstplichtigen aan te werven en waarbij het statuut van dit personeel wordt vastgesteld", heeft ter zitting van 30 Juli 1952 het volgend advies gegeven :

En exécution de l'article 1er, § 1er, 1°, de la loi du 20 mai 1949 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques, le projet rend applicable au personnel civil enseignant l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 sur la sécurité sociale.

En vertu de la disposition précitée, il doit, dès lors, être délibéré en conseil des ministres.

\+
\+ +

Aux articles 3 et 4 du projet, il est fait mention d'un "diplôme universitaire". Cette notion étant équivoque, le Conseil d'Etat propose un texte qui répond aux intentions du Gouvernement.

\+
\+ +

Aux termes de l'article 4, § 1er, du projet, les chargés de cours recrutés pour le plein emploi sont payés suivant les "barèmes annuels" du Ministère de l'Instruction publique.

D'après les renseignements donnés par le délégué du Gouvernement, il entre dans les intentions de celui-ci d'accorder également aux intéressés les diverses allocations et indemnités dont bénéficie le personnel enseignant dépendant du Ministère de l'Instruction publique.

Cette intention devrait être traduite par une disposition expresse.

\+
\+ +

.../...

Suivant l'article 6, 6°, du projet, les candidats aux emplois à fonctions, tant exclusives que non exclusives, ne peuvent être engagés que s'ils sont agréés par le Ministre de la Défense nationale.

D'autre part, aux termes de l'article 2, le Ministre de la Défense nationale désigne les autorités compétentes pour recevoir les engagements.

Le Conseil d'Etat est d'avis qu'il n'y a pas lieu de distinguer entre l'acceptation de l'engagement et l'agréation. Il propose, dès lors, de supprimer l'agréation préalable par le Ministre.

\+

\+ +

Aux termes de l'article 10 du projet, les membres du personnel peuvent être licenciés sans préavis. Comme le licenciement sans préavis est rangé par le projet parmi les mesures disciplinaires, il ne peut être infligé en cas de rendement insuffisant. Afin de remédier partiellement à cette situation, le Conseil d'Etat propose d'insérer dans le projet une disposition suivant laquelle le personnel à fonctions exclusives est recruté à l'essai pour une période de trois mois.

\+

\+ +

L'arrêté du Régent du 11 juillet 1949 fixant le statut syndical des agents de l'Etat n'est pas applicable aux membres du personnel enseignant de l'Etat. Aussi, la première partie de l'article 13 du projet est-elle superflue.

\+

\+ +

.../...

Le Conseil d'Etat est d'avis que les dispositions pénales et disciplinaires ne peuvent avoir d'effet rétroactif.

\+

\+ +

Le projet appelle,au surplus,quelques modifications de forme qui ne nécessitent aucun commentaire et qui ressortent du texte suivant :

ARRETE ROYAL AUTORISANT LE MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE A ENGAGER DU PERSONNEL CIVIL ENSEIGNANT POUR L'EDUCATION PROFESSIONNELLE DES MILICIENS ET FIXANT LE STATUT DE CE PERSONNEL.

BAUDOUIN, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 68 de la Constitution;

Vu la loi du 15 juin 1899 comprenant le titre Ier du Code de procédure pénale militaire, notamment l'article 3;

Vu la loi du 24 décembre 1903 sur la réparation des accidents du travail;

Vu la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, notamment l'article 5;

Vu la loi du 20 mai 1949 étendant l'application du régime de la sécurité sociale à certains travailleurs occupés par les administrations publiques;

.../...

Vu la loi du 15 juin 1951 sur la milice, le recrutement et les obligations de service, notamment l'article 75;

Vu la loi du 20 juin 1952 contenant le budget du Ministère de la Défense nationale pour l'exercice 1952;

Vu l'arrêté du Régent du 7 novembre 1946 fixant les rémunérations du personnel enseignant, scientifique et assimilé des établissements ressortissant au Ministère de l'Instruction publique, modifié par les arrêtés du Régent des 10 janvier 1949, 6 mars 1950, 16 mars 1950, 17 mars 1950 et par l'arrêté royal du 30 novembre 1950;

Vu l'arrêté royal du 25 septembre 1950 fixant les barèmes des traitements annuels du personnel de l'enseignement technique et agricole agréé qui servent de base à la détermination des subsides de l'Etat;

Considérant que le Ministre de la Défense nationale doit pouvoir recruter, par un mode simple et rapide, un personnel enseignant pour l'enseignement professionnel des miliciens;

Vu l'avis du Premier Ministre, donné le 7 décembre 1951;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Défense nationale et de l'avis de Nos ministres qui en ont délibéré en conseil,

.../...

NOUS AVONS ARRETE ET ARRETONS :

CHAPITRE Ier - DISPOSITIONS GENERALES.

Article 1er.-

Le Ministre de la Défense nationale est autorisé à engager du personnel civil enseignant pour contribuer à l'éducation professionnelle des miliciens.

Ce personnel comprend :

1° des chargés de cours à fonctions exclusives. Leur nombre ne peut dépasser soixante;

2° des chargés de cours à fonctions non exclusives. Leur nombre varie suivant les nécessités.

Article 2.-

Nul ne peut être engagé par application du présent arrêté, s'il ne réunit les conditions suivantes:

1° être Belge;

2° être de conduite irréprochable;

3° jouir des droits civils et politiques;

4° avoir satisfait aux lois sur la milice;

5° être âgé de plus de dix-huit ans et ne pas avoir dépassé soixante-trois ans.

Article 3.-

Le Ministre de la Défense nationale désigne les autorités compétentes pour recevoir les engagements.

.../...

Article 4.-

Les droits de préférence accordés par la loi des 3 août 1919 et 27 mai 1947, ne peuvent être invoqués à l'égard des fonctions prévues à l'article 1er.

CHAPITRE II. - PERSONNEL A FONCTIONS EXCLUSIVES.

Article 5.-

Le personnel à fonctions exclusives est recruté pour un an.

Au cours des trois premiers mois, mais au plus tôt à partir de l'expiration du premier mois, l'autorité qui a reçu l'engagement, de même que le membre du personnel, peuvent y mettre fin sans préavis ni indemnité.

L'engagement prend fin de plein droit à l'expiration du terme d'un an.

Article 6.-

Les membres du personnel à fonctions exclusives, mis à la disposition des forces belges en Allemagne, sont assimilés au rang d'officier s'ils sont porteurs d'un des diplômes requis pour enseigner dans les athénées royaux ou s'ils sont ingénieurs techniciens ou assimilés, régents ou instituteurs. Ils sont assimilés au rang de sous-officier s'ils sont chargés de cours pratiques ou moniteurs d'ateliers.

.../...

Article 7.-

Les membres du personnel à fonctions exclusives, porteurs d'un des diplômes requis pour enseigner dans les athénées royaux ou qui sont ingénieurs techniciens ou assimilés, régents ou instituteurs, sont soumis au régime des congés des officiers des cadres actifs. Les autres membres de ce personnel sont soumis au régime des congés des sous-officiers.

Article 8.-

Le personnel à fonctions exclusives est rémunéré suivant les barèmes des traitements prévus pour des fonctions équivalentes ressortissant au Ministère de l'Instruction publique. Il a droit, en outre, aux diverses allocations et indemnités dont bénéficie le personnel enseignant dépendant du Ministère de l'Instruction publique.

Article 9.-

§ 1er. Les dispositions de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs sont appliquées à l'Etat et au personnel à fonctions exclusives, sauf en ce qui concerne le régime des vacances annuelles et des allocations familiales.

§ 2. Ce personnel bénéficie des mêmes avantages que ceux prévus par les lois coordonnées sur la réparation des dommages résultant des accidents du travail.

.../...

Article 10.-

Les membres du personnel à fonctions exclusives ne peuvent suspendre l'exercice de leur emploi sans autorisation préalable.

Article 11.-

Ils ne peuvent révéler les faits dont ils auraient eu connaissance à raison de leurs fonctions et qui auraient un caractère secret de par leur nature ou de par les prescriptions des supérieurs hiérarchiques. Cette interdiction s'applique également aux membres du personnel qui ont cessé leurs fonctions.

Article 12.-

Les mesures disciplinaires suivantes peuvent être prises à l'égard des membres du personnel à fonctions exclusives :

1° le rappel à l'ordre;

2° la retenue de traitement, à concurrence d'un cinquième au maximum, pendant une période ne pouvant dépasser quinze jours;

3° le licenciement sans préavis.

Article 13.-

... (texte de l'article 11 du projet du Gouvernement) ...

Article 14.-

... (texte de l'article 12 du projet du Gouvernement) ...

CHAPITRE III. - PERSONNEL A FONCTIONS NON EXCLUSIVES.

Article 15.-

Le personnel à fonctions non exclusives est rétribué à l'heure suivant les taux ci-après :

porteur d'un des diplômes requis pour enseigner dans les athénées royaux :	120 francs
ingénieur technicien ou assimilé :	100 francs
régent :	90 francs
instituteur :	70 francs
chargé de cours pratiques :	45 francs
moniteur d'atelier :	30 francs.

Pour le personnel habitant dans un rayon supérieur à cinq kilomètres du lieu où le cours est donné, ces taux sont majorés de 20 francs.

Article 16.-

Les articles 8, § 2, et 10 sont applicables au personnel à fonctions non exclusives.

CHAPITRE IV. - DISPOSITIONS FINALES.

Article 17.-

... (texte de l'article 14 du projet du Gouvernement) ...

.../...

Article 18.-

Le présent arrêté sort ses effets le 1er juillet 1952, à l'exception des articles 11 et 16.

Article 19.-

Notre Ministre de la Défense nationale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à , le

PAR LE ROI :

Le Ministre de la Défense nationale,

Le Ministre des Finances,

Ter uitvoering van artikel 1, § 1, 1°, van de wet van 20 Mei 1949 waarbij de toepassing van het stelsel der maatschappelijke zekerheid wordt uitgebreid tot sommige arbeiders door de openbare besturen te werk gesteld, maakt het ontwerp de besluitwet van 28 December 1944 op de maatschappelijke zekerheid toepasselijk op het burgerlijk onderwijzend personeel.

Krachtens voornoemde bepaling moet het dan ook in Ministerraad worden overlegd.

\+

\+ \+

In de artikelen 3 en 4 van het ontwerp is sprake van "universiteitsdiploma". Daar het hier een dubbelzinnig begrip betreft, stelt de Raad van State een tekst voor, die aan de bedoeling van de Regering beantwoordt.

\+

\+ \+

Luidens artikel 4, § 1, van het ontwerp worden de lesgevers met volledige dienstverstrekkingen betaald volgens de "jaarweddeschalen" van het Ministerie van Openbaar Onderwijs.

Volgens de uitleg van de gemachtigde van de Regering, is deze voornemens aan de belanghebbenden ook de verschillende toelagen en vergoedingen te verlenen, welke het onderwijzend personeel dat van het Ministerie van Openbaar Onderwijs afhangt, geniet.

.../...

Deze bedoeling zou dan ook in een uitdrukkelijke bepaling tot uiting moeten komen.

\+

\+ +

Volgens artikel 6, 6°, van het ontwerp kunnen de candidaten zowel voor een volledige betrekking als voor een niet-volledige betrekking niet worden aangeworven tenzij de Minister van Landsverdediging ze heeft aangenomen.

Voorts bepaalt de Minister van Landsverdediging, luidens artikel 2, "welke overheden bevoegd zijn om de dienstverbintenissen in ontvangst te nemen".

De Raad van State adviseert, tussen de dienstaanvaarding en de aanneming van de candidaat geen onderscheid te maken. Hij stelt bijgevolg voor, de voorafgaande aanneming door de Minister weg te laten.

\+

\+ +

Luidens artikel 10 van het ontwerp kunnen de leden van het personeel zonder opzegging worden afgedankt. Aangezien het ontwerp de afdanking zonder opzegging onder de tuchtmaatregelen rangschikt, kan zij in geval van onvoldoend rendement niet worden opgelegd. Ten einde die toestand gedeeltelijk te verhelpen stelt de Raad van State voor, in het ontwerp een bepaling in te voegen volgens welke het personeel met volledige betrekking voor een periode van drie maanden op proef wordt aangeworven.

\+

\+ +

.../...

Het besluit van de Regent van 11 Juli 1949 houdende vaststelling van het syndicaal statuut van het Rijkspersoneel is niet op de leden van het onderwijzend personeel van de Staat van toepassing. Het eerste deel van artikel 13 van het ontwerp is dan ook overbodig.

\+

\+ +

De Raad van State is van advies dat de strafrechtelijke en tuchtrechtelijke bepalingen geen terugwerkende kracht mogen hebben.

\+

\+ +

Voor het overige zijn in het ontwerp enkele vormwijzigingen aan te brengen, die geen commentaar behoeven en uit de onderstaande tekst blijken :

KONINKLIJK BESLUIT WAARBIJ DE MINISTER VAN LANDSVERDEDIGING GEMACHTIGD WORDT BURGERLIJK ONDERWIJZEND PERSONEEL VOOR DE BEROEPSOPLEIDING VAN DE DIENSTPLICHTIGEN AAN TE WERVEN EN WAARBIJ HET STATUUT VAN DAT PERSONEEL WORDT VASTGESTELD.

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,
Aan allen, tegenwoordigen en toekomenden, HEIL.

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

.../...

Gelet op de wet van 15 Juni 1899 inhoudende titel I van het Wetboek van strafrechtspleging voor het leger, namelijk op artikel 3;

Gelet op de wet van 24 December 1903 betreffende de vergoeding der arbeidsongevallen;

Gelet op de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947, namelijk op artikel 5;

Gelet op de wet van 20 Mei 1949 waarbij de toepassing van het stelsel der maatschappelijke zekerheid wordt uitgebreid tot sommige arbeiders, door de openbare besturen tewerkgesteld;

Gelet op de dienstplichtwet van 15 Juni 1951, namelijk op artikel 75;

Gelet op de wet van 20 Juni 1952 houdende de begroting van het Ministerie van Landsverdediging voor het dienstjaar 1952;

Gelet op het besluit van de Regent van 7 November 1946 tot vaststelling van de bezoldiging van het onderwijzend, wetenschappelijk en daarmee gelijkgesteld personeel der van het Ministerie van Openbaar Onderwijs afhangende inrichtingen, gewijzigd bij de besluiten van de Regent van 10 Januari 1949, 6 Maart 1950, 16 Maart 1950, 17 Maart 1950 en bij het koninklijk besluit van 30 November 1950;

.../...

Gelet op het koninklijk besluit van 25 September 1950 tot vaststelling van de schalen der jaarwedden van het personeel van het erkend technisch en landbouwonderwijs, die tot grondslag dienen bij de berekening van de Staatstoelagen;

Overwegende dat de Minister van Landsverdediging, op eenvoudige en snelle wijze , onderwijzend personeel voor het beroepsonderwijs van de dienstplichtigen moet kunnen aanwerven;

Gelet op het advies van de Eerste-Minister, gegeven 7 December 1951;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Landsverdediging en op het advies van Onze in raad vergaderde ministers,

HEBBEN WIJ BESLOTEN EN BESLUITEN WIJ :

HOOFDSTUK I. - ALGEMENE BEPALINGEN.

Artikel 1.-

De Minister van Landsverdediging wordt gemachtigd om burgerlijk onderwijzend personeel aan te werven om aan de beroepsopleiding van de dienstplichtigen mede te werken :

Dat personeel bestaat uit :

1° lesgevers met volledige betrekking. Hun aantal mag niet meer dan zestig bedragen;

.../...

2° lesgevers met niet-volledige betrekking. Hun aantal is veranderlijk naar gelang van de behoeften.

Artikel 2.-

Niemand kan bij toepassing van dit besluit worden aangeworven, tenzij hij aan de volgende voorwaarden voldoet :

1° Belg zijn;

2° van onberispelijk gedrag zijn;

3° de burgerlijke en politieke rechten genieten;

4° aan de dienstplichtwetten voldaan hebben;

5° meer dan achttien jaar oud zijn en de leeftijd van drie en zestig jaar niet hebben overschreden.

Artikel 3.-

De Minister van Landsverdediging wijst de overheden aan die bevoegd zijn om de dienstverbintenissen in ontvangst te nemen.

Artikel 4.-

De voorkeurrechten verleend bij de wet van 3 Augustus 1919 en 27 Mei 1947 kunnen ten aanzien van de in artikel 1 bedoelde betrekkingen niet worden ingeroepen.

.../...

HOOFDSTUK II.-PERSONEEL MET VOLLEDIGE BETREKKING.

Artikel 5.-

Het personeel met volledige betrekking wordt voor een jaar aangeworven.

Tijdens de eerste drie maanden doch ten vroegste vanaf het verstrijken van de eerste maand kan zowel de overheid die de dienstverbintenis heeft aanvaard, als het lid van het personeel aan de dienstverbintenis zonder opzegging noch vergoeding een einde maken.

De dienstverbintenis neemt van rechtswege een einde na verloop van de termijn van één jaar.

Artikel 6.-

De leden van het personeel met volledige betrekking, die ter beschikking gesteld zijn van de Belgische strijdkrachten in Duitsland, worden gelijkgesteld met de rang van officier, zo zij houder zijn van een der diploma's vereist om aan de koninklijke athenea les te geven of zo zij technisch ingenieur of daarmede gelijkgesteld, regent of onderwijzer zijn. Zij worden gelijkgesteld met de rang van onderofficier zo zij praktijkleraar of werkplaatsmonitor zijn.

Artikel 7.-

Voor de leden van het personeel met volledige betrekking, die houder zijn van een der diploma's vereist om aan de koninklijke athenea les te geven, of die

.../...

technisch ingenieur of daarmede gelijkgesteld, regent of onderwijzer zijn, geldt de verlofregeling van de officieren van het actief kader. Voor de overige leden van dat personeel geldt de verlofregeling van de onderofficieren.

Artikel 8.-

Het personeel met volledige betrekking wordt bezoldigd volgens de weddeschalen bepaald voor gelijkwaardige functies afhangende van het Ministerie van Openbaar Onderwijs. Bovendien heeft het recht op de verschillende toelagen en vergoedingen welke het onderwijzend personeel dat van het Ministerie van Openbaar Onderwijs afhangt, geniet.

Artikel 9.-

§ 1. Het bepaalde bij de besluitwet van 28 December 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wordt toegepast op de Staat en het personeel met volledige betrekking behalve wat betreft de regeling inzake jaarlijks verlof en kinderbijslag.

§ 2. Dat personeel geniet dezelfde voordelen als bepaald bij de samengeordende wetten betreffende de vergoeding van de schade voortspruitend uit arbeidsongevallen.

Artikel 10.-

De leden van het personeel met volledige betrekking mogen de uitoefening van hun betrekking niet schorsen zonder voorafgaande bewilliging.

.../...

Artikel 11.-

Zij mogen de feiten waarvan zij naar aanleiding van hun functies kennis mochten hebben gekregen en welke volgens hun aard of ingevolge de voorschriften van de hiërarchische meerderen een geheim karakter mochten hebben, niet onthullen. Dit verbod geldt ook voor die leden van het personeel die hun functies gestaakt hebben.

Artikel 12.-

Ten opzichte van het personeel met volledige betrekking kunnen de volgende tuchtmaatregelen worden genomen :

1° de terechtwijziging ;

2° de inhouding van wedde tot een bedrag van ten hoogste een vijfde, gedurende een tijdperk van niet meer dan vijftien dagen ;

3° de afdanking zonder opzegging.

Artikel 13.-

... (tekst van artikel 11 van het ontwerp van de Regering) ...

Artikel 14.-

... (tekst van artikel 12 van het ontwerp van de Regering) ...

.../...

HOOFDSTUK III. - PERSONEEL MET NIET-VOLLEDIGE BETREKKING.

Artikel 15.-

Het personeel met niet-volledige betrekking wordt per uur bezoldigd op grondslag van de volgende bedragen :

houder van een der diploma's vereist om aan de koninklijke athenea les te geven :	120 frank
technisch ingenieur of daarmede gelijkgestelde leraar :	100 frank
regent	90 frank
onderwijzer	70 frank
praktijkleraar	45 frank
werkplaatsmonitor	30 frank.

Voor het personeel dat woont op een afstand van meer dan 5 kilometers van de plaats waar de les wordt gegeven, worden deze bedragen met 20 frank verhoogd.

Artikel 16.-

De artikelen 8, § 2, en 10, zijn op het personeel met niet-volledige betrekking van toepassing.

.../...

HOOFDSTUK IV.- SLOTBEPALINGEN.

Artikel 17.-

... (tekst van artikel 14 van het ontwerp van de Regering) ...

Artikel 18.-

Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 Juli 1952, met uitzondering van de artikelen 11 en 16.

Artikel 19.-

Onze Minister van Landsverdediging is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te ,

VAN 'S KONINGSWEGE :

De Minister van Landsverdediging,

De Minister van Financiën,

La chambre était composée de — De kamer was samengesteld uit

Messieurs : de Heren :	M. SOMERHAUSEN,	conseiller d'Etat, raadsheer van State,	président voorzitter
	A. MAST, K. MEES,	conseillers d'Etat raadsheren van State	
	E. VAN DIEVOET, F. DUCHENE,	assesseurs de la section de législation bijzitters van de afdeling wetgeving	
	J. CYPRES,	greffier adjoint, adjunct-griffier,	greffier griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. MEES.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. MEES.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER,

(signé) J. CYPRES.

LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

(signé) M. SOMERHAUSEN.

expédition délivrée à M. le Ministre de la Défense nationale.

uitgifte afgeleverd aan de H. Minister van Landsverdediging.

Le 1952.

De 1952.

Le Greffier du Conseil d'Etat,

De Griffier van de Raad van State,

R. DECKMYN.